

Charles Akande, rédacteur

Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture

Éditorial : Le PDD en 2010 : Une question de vie ou de mort?

Le travail n'a même pas commencé cette nouvelle année, et l'on se demande déjà si les membres de l'OMC pourront conclure les modalités du Programme de Doha pour le développement (PDD) en 2010. Comme ce fut en grande partie le cas l'année dernière, les négociations semblent de nouveau être la proie de la crise économique, qui a figé tout progrès à Genève. Le directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy, à l'instar de bien d'autres économistes, a prévenu qu'il fallait se garder d'espérer une relance de l'économie mondiale en 2010, citant les éventuels effets défavorables créés par l'injection d'argent utilisé pour sauver le marché financier mondial, ce qui porte à se demander si 2010 est d'ores et déjà condamnée à l'échec. Les pontes ne manqueront pas de signaler que plusieurs facteurs, et plus particulièrement les taux de chômage, doivent afficher des signes favorables de reprise avant que des pourparlers sérieux sur le commerce mondial puissent reprendre de nouveau. Cela pourrait prendre un certain temps, car dans les prévisions des États-Unis, les signes prometteurs d'une reprise rapide du marché du travail brillent par leur absence. Les observateurs les plus optimistes ne peuvent qu'abonder dans le sens du commissaire au Commerce des États-Unis, Karel de Gucht, qui doit bientôt être confirmé dans ses fonctions, et qui a déclaré qu'il est « confiant » que le Cycle de Doha sera conclu un jour ou l'autre. La question qui se pose est : « Quand? ».

On ne prévoit pas une reprise rapide

Compte tenu de la période plutôt brève qui a été consacrée aux consultations avant que la réunion-bilan commence, on s'attendrait à ce que les membres reprennent rapidement des pourparlers techniques afin de combler les écarts restants avant la fin mars. Les consultations sur l'agriculture, qui se déroulent pendant la semaine du 18 janvier (du 21 au 22 janvier et éventuellement le 25), porteront principalement sur programme de travail devant être abordé entre janvier et mars 2010. Il est peu probable que les membres se lancent dans des pourparlers intensifs sur les questions critiques à l'égard des modalités restantes avant les deux premières semaines de février.

La mini-ministérielle de cette année, qui doit se dérouler en marge du Forum économique mondial de Davos, ne devrait pas exercer d'effets considérables, si ce n'est de confirmer le nouveau programme de travail qui avait déjà été accepté lors de la réunion du 18 décembre 2009 du Conseil général. Des sources rapportent que le représentant au Commerce des États-Unis, M. Ron Kirk, n'assistera probablement pas à la réunion, ce qui réduit encore l'importance du rassemblement de cette année.

Par ailleurs, pour que la réunion-bilan au cours de laquelle on fera le point soit une réussite, les pays clés, particulièrement les États-Unis, l'UE, le Brésil, l'Inde et la Chine, devront monter au créneau afin de faciliter le processus et de lui donner une impulsion. Cependant, cela dépendra en grande partie des problèmes intérieurs/internationaux de chaque pays.

Il est peu probable que les États-Unis confirment les nominations de Micheal Punke comme ambassadeur des États-Unis auprès de l'OMC et d'Islam Siddiqui comme négociateur principal en agriculture avant la fin de janvier, si ce n'est plus tard, selon certaines sources. Les deux personnes désignées sont critiquées pour que les États-Unis s'engagent pleinement dans les pourparlers techniques et fassent progresser les délibérations à Genève. Comme il n'y a aucune pression intérieure importante pour faire avancer le programme sur le commerce, les initiés des États-Unis pensent que le statu quo sera maintenu jusqu'à ce que le président Obama signe le projet de loi de réforme des soins de santé. En outre, les guerres commerciales entre les États-Unis et la Chine (pneus, pièces d'automobile, poulet et accords sectoriels) et les sombres perspectives du marché du travail américain ne militent pas en faveur de Doha, de déclarer les observateurs.

Les pays en développement, quant à eux, continuent de reprocher aux États-Unis l'impasse dans laquelle se trouvent les pourparlers. La Chine, le Brésil et l'Inde ont tous refusé de faire des concessions supplémentaires lors des négociations non agricoles. « Personne n'est disposé à céder davantage à quelque pays que ce soit pour l'instant », a déclaré le négociateur principal de l'Inde, M. D.K. Mittal, à l'agence Reuters cette semaine. Le Brésil, qui est au seuil d'une année où doivent se dérouler des élections présidentielles, a prévenu qu'il ne serait pas en situation de négocier au-delà du premier trimestre de 2010. Pour l'Inde, ce délai est juin 2010, si les membres souhaitent conclure Doha d'ici la fin de l'année.

Si la réunion-bilan de mars finit par être un événement discret, et compte tenu des nombreuses élections qui se préparent dans plusieurs pays clés (Brésil, Canada, Japon et élections de mi-mandat aux États-Unis), les observateurs commerciaux pensent que la véritable poussée pour conclure Doha se produira probablement pendant le deuxième semestre de 2010 – après les élections de mi-mandat des États-Unis – ce qui repoussera de fait le « véritable » délai de Doha à 2011.

Prochains événements

- Forum économique mondial, 27-31 janvier 2010
- Consultations sur l'agriculture, 1^{er}-12 février, 1^{er}-12 mars 2010
- Consultations sur l'AMNA, 1^{er}-5 février 2010, 15-19 mars 2010
- Réunion des hauts fonctionnaires (RHF), 15-19 février, 22-26 mars 2010
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 11-12 mars, 10-11 juin, 16-17 septembre, 18-19 novembre 2010
- Réunion-bilan, dernière semaine de mars 2010
- Sommet du G-20, juin 2010

Genève en bref est publié par les **Producteurs laitiers du Canada**, les **Producteurs de poulet du Canada**, les **Producteurs d'œufs du Canada**, les **Éleveurs de dindon du Canada** et les **Producteurs d'œufs d'incubation du Canada**. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez visiter le site www.fermesetaliments.ca

Dépôt légal :
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1496-9254

